

Questions au Feuilleton

	1971	1972
2. Exclusions pour refus de postuler ou d'accepter un emploi	3,286	6,433
Exclusions pour congédiement en raison d'inconduite	18,638	28,291
Exclusions pour départ volontaire	133,716	255,168

REMARQUE: Les genres d'exclusions décrits ci-dessus peuvent entraîner une réduction de trois prestations hebdomadaires par prestataire.

Exclusions pour fausse déclaration ayant entraîné l'imposition d'une pénalité	13,195	9,689
---	--------	-------

LA FORMATION EN COURS D'EMPLOI DANS LES CONSERVIERES DE POISSON EN N.-É.

Question n° 1052—M. Nowlan:

Combien de subventions pour formation en cours d'emploi ont été accordées pour les conserveries de poisson en Nouvelle-Écosse au cours de la période se terminant le 31 janvier 1973 et a) quels sont les noms des sociétés qui ont reçu des subventions, b) quel était le montant de chaque subvention, c) combien de personnes ont reçu cette formation et d) combien de temps la période de formation a-t-elle duré?

M. Mark MacGuigan (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):

(a)	(b)*	(c)	(d)**
I.M.O. Foods Ltd.	\$114,372	140	517
D. Goldman Sons Ltd.	644	1	3
C. W. McLeod Fisheries	2,846	4	12
National Sea Products	3,900	2	12
Canso Seafoods Ltd.	139,951	185	555
Nickerson Bros. Ltd.	7,142	8	30
Pierce Fisheries Ltd.	405	1	3
LeBlanc Fisheries Ltd.	45,396	78	234
Cheticamp Fishermen	29,055	24	110
Mersey Seafoods Ltd.	2,025	1	6
Comeaus Sea Foods Ltd.	1,500	1	5
National Sea Products	4,241	1	10
H.F. Russell Sea Food	4,991	6	15
Riverport Seafoods Ltd.	720	1	4

*Montant de la subvention fédérale

**Durée totale, en mois-hommes, de la formation

LES ÉTUDES SUR L'ENVIRONNEMENT À LA BAIE JAMES

Question n° 1070—M. Harding:

1. Combien d'études sur l'environnement, se rapportant au projet de la Baie James et auxquelles le gouvernement fédéral a participé, sont terminées ou en voie de réalisation?

2. a) Quel est le but de chaque étude, b) à quelle date chacune a-t-elle commencé, c) à quelle date chacune a-t-elle été terminée ou est-elle censée finir?

M. William Rompkey (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): 1. Des études sur l'environnement, se rapportant au projet de la baie James, sont en cours de réalisation en matière de climat, d'océanographie, de faune aquatique et terrestre, de végétation, de qualité de l'eau, d'archéologie, de géomorphologie et de cartographie biophysique. L'une de ces études est déjà terminée.

[M. MacGuigan.]

2. a) Les objectifs de chaque programme sont les suivants: 1. établir des données de base qui serviront à évaluer les conséquences sur l'environnement du développement de la partie québécoise de la baie James; et 2. permettre l'expression de recommandations susceptibles de faire modifier, au besoin, la conception, la construction ou les travaux relatifs au développement afin de protéger l'environnement. b) Toutes les études ont commencé à la fin de l'été et à l'automne de 1971. c) Une des études, Dépôt de glace sur les structures, s'est terminée en décembre 1972. Toutes les autres, sauf celles qui ont trait au contrôle, sont censées avoir pris fin le 31 mars 1976. Cependant, on s'attend à ce que des résultats provisoires concernant des secteurs précis soient disponibles avant cette date; de plus, certaines études sur les oiseaux migrateurs seront terminées en 1974.

DÉFENSE NATIONALE—LES EFFECTIFS DU MINISTÈRE

Question n° 1090—M. Paproski:

1. Combien y avait-il d'employés salariés à plein temps au ministère de la Défense nationale a) le 1^{er} janvier 1963 b) le 1^{er} janvier 1973?

2. Combien d'employés, pendant chacune de ces années, touchaient des traitements a) inférieurs à \$10,000 b) de \$10,000 à \$20,000 c) supérieurs à \$20,000?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): 1. a) 1^{er} janvier 1963; M.D.N.: 40,457; C.R.D.: 3,380; b) 1^{er} janvier 1973; M.D.N.: 30,559; C.R.D.: 1,636.

2. La façon dont le MDN tenait ses registres jusqu'en juin 1970, ne lui permet pas de déterminer le nombre d'employés dans chaque catégorie de traitement au 1^{er} janvier 1963, et le Ministère ne dispose pas des crédits nécessaires pour embaucher le personnel additionnel qu'exigerait la recherche de ces renseignements. Pour le 1^{er} janvier 1973, les chiffres sont les suivants: a) M.D.N.: 26,167; C.R.D.: 787; b) M.D.N.: 4,182; C.R.D.: 612; c) M.D.N.: 210; C.R.D.: 237.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL—LES EFFECTIFS

Question n° 1093—M. Paproski:

1. Combien y avait-il d'employés salariés à plein temps au ministère du solliciteur général a) le 1^{er} janvier 1963; b) le 1^{er} janvier 1973?

2. Combien d'employés, pendant chacune de ces années touchaient des traitements a) inférieurs à \$10,000; b) de \$10,000 à \$20,000; c) supérieurs à \$20,000?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Pour le ministère du solliciteur général:

	a) à compter du 1 ^{er} jan. 1963	b) à compter du 1 ^{er} jan. 1973
1. Secrétariat du ministère	sans objet	107
Gendarmerie royale du Canada*	8,598	14,280
Service canadien des pénitenciers	3,042	5,150
Commission nationale des libérations conditionnelles*	123	486
2. a) Secrétariat du ministère	sans objet	64
Gendarmerie royale du Canada	8,531	5,927
Service canadien des pénitenciers	3,018	3,513
Commission nationale des libérations conditionnelles	105	270